

L'échec de Michel Barnier montre l'impossibilité d'un compromis démocratique avec le capital

La chute annoncée du premier ministre sur son projet de budget montre que le capitalisme français n'est pas prêt au compromis et souhaite une austérité sans concession de sa part. Une politique austéritaire qui n'a pour seule issue qu'une politique autoritaire.

[Romaric Godin](#)

2 décembre 2024 à 19h53

L'échec du gouvernement Barnier est, d'abord, l'échec d'une tentative de gérer dans le cadre parlementaire les contradictions internes du capital. Avec la nomination de l'ancien commissaire européen à Matignon, Emmanuel Macron tentait de constituer un bloc capable de réaliser un compromis au sein du capital français. Et c'est ce compromis qui a échoué.

Le point de départ de toute cette affaire est, bien entendu, le désastre laissé par la gestion de Bruno Le Maire à Bercy et, plus généralement, par la politique néolibérale menée par Emmanuel Macron depuis 2017. En baissant massivement les impôts pour les entreprises et les détenteurs de capitaux, mais aussi en subventionnant largement une grande partie de l'outil productif français, cette politique espérait créer un choc de croissance.

C'est l'inverse qui s'est produit. La croissance s'est affaïssée considérablement au cours du quinquennat. Certes, les chiffres ont pu paraître un temps flatteurs, relativement à certains de nos voisins, mais c'était uniquement parce que la production était massivement subventionnée. Le sous-jacent productif était en lambeaux et l'effondrement de la productivité française après la crise sanitaire en était le symptôme évident. Logiquement, les rentrées fiscales ne suivaient pas la croissance parce que cette croissance n'était qu'achetée par les politiques de soutien au capital.

Face à une telle situation, deux camps se sont formés au sein du capitalisme français. D'un côté, les milieux productifs sont devenus hautement dépendants des baisses d'impôts et des subventions, c'est-à-dire du budget de l'État. En l'absence de croissance de la productivité et de l'insuffisance de relais de croissance à l'export (le capitalisme français est tourné principalement vers sa demande intérieure), c'est, pour eux, la seule manière de réaliser des profits à court terme.



Patrick Martin, président du Medef, et Michel Barnier lors du Forum trilatéral des affaires du Medef à Paris, le 22 novembre 2024. © Photo Jean-Bernard Vernier / JBV News / Abaca

De l'autre, on trouve les milieux financiers qui, privés après la crise sanitaire du soutien inconditionnel des banques centrales, recherchent désormais à nouveau des garanties à leurs investissements et exigent ainsi le retour à la discipline de marché. Ces intérêts sont, au reste, eux aussi sous la pression de la croissance faible. Sans elle, les rendements sont nécessairement plus faibles et les États plus fragiles. Le monde de la finance exige donc une consolidation budgétaire rapide, quitte à devoir relever une partie des impôts sur les entreprises et réduire les subventions. Évidemment, il n'est pas question pour lui de réclamer un retour sur la réforme de la fiscalité du capital de 2018 qui lui profite directement.

Cette division au sein du capital n'est pas propre à la France, mais elle se répand dans l'ensemble du capitalisme mondial. La chute de la première ministre Liz Truss en septembre 2022, emportée par une mini-crise de la dette après avoir voulu encore baisser les impôts sur les entreprises, en a été le premier symptôme. Mais depuis, ce secteur financier, qui est extrêmement puissant et a des relais importants dans l'opinion compte tenu de la financiarisation des économies, s'est structuré autour d'un courant libertarien qui a remporté les élections en Argentine et aux États-Unis.

Le capitalisme de bas régime qui est le nôtre produit donc des tensions internes au sein du capital. Si la croissance est faible, tout gain se fait aux dépens d'un autre secteur. C'est un jeu à somme nulle où chacun tente de tirer la couverture à soi. Dans ce cadre, les compromis sont très délicats à construire dans la mesure où nul n'est prêt à céder du terrain puisque les marges de manœuvre sont réduites. L'État devient donc un terrain de lutte entre ces intérêts auquel il faut ajouter un troisième larron, celui du monde du travail.

Quelles politiques possibles ?

Quelles sont les options dans un tel schéma ? Il y en a, en théorie, trois. La première est que le monde du travail s'oppose frontalement au capital en menant une politique de hausse des impôts sur les deux factions opposées en espérant que cela produise un redressement des comptes publics capable de calmer les marchés financiers. En réalité, cette option suppose d'aller plus loin dans la mesure où le travail est, sous le capitalisme, dominé par le capital.

Le risque d'une contre-offensive sous la forme d'une double crise financière et économique induit donc de mener une politique de transformation, c'est-à-dire de construire une société où l'on peut se passer du capital. Cette position n'est pas d'actualité.

La seconde option tente de contourner la difficulté de la première en organisant une alliance entre le monde du travail, ou une partie majoritaire de ce dernier, avec l'une des factions du capital contre l'autre faction. Schématiquement, cela supposerait de préserver une partie de la protection sociale en contrepartie d'une hausse des impôts sur les entreprises ou sur le capital financier. La difficulté ici rejoint en partie celle de la première partie : la situation économique est si tendue qu'une réponse de la faction visée du capital peut conduire à une crise.

La dernière option consiste à construire un compromis au sein du capital pour préserver les intérêts des deux groupes en faisant payer le monde du travail par une destruction de l'État social et de nouvelles réformes structurelles. C'est là le choix idéal pour le capital. Le capital productif garde son accès à l'argent public et voit, avec l'austérité, la possibilité de réduire le coût du travail et d'avoir accès à de nouveaux secteurs livrés par l'État à la privatisation. En face, le capital financier voit ses investissements garantis par la réduction du déficit produit par la destruction de l'État social et ses avantages fiscaux conservés.

C'est naturellement cette option qu'Emmanuel Macron a tenté de promouvoir avec la nomination de Michel Barnier. Mais sa tâche était complexifiée par la situation politique. Le problème de l'option du compromis interne au capital est qu'elle est ravageuse pour la société. Dans un contexte démocratique, et davantage encore dans le contexte français, elle est politiquement difficilement applicable en dépit du battage médiatique constant en faveur de l'austérité.

Les Français ont rejeté sans aucune contestation possible la politique d'Emmanuel Macron, ils réclament des services publics renforcés et des salaires plus décents. Ils ne sont certes pas d'accord sur les moyens pour y arriver, mais l'austérité violente en faveur du capital ne dispose d'aucun appui dans la société.

Logiquement, les partis d'opposition désireux de parvenir au pouvoir ne pouvaient accepter ce compromis interne au capital sans perdre toute crédibilité auprès de l'électorat. C'est pourquoi les tentatives de rallier à cette option les socialistes ou le Rassemblement national étaient

vouées à l'échec. Michel Barnier l'a vite compris et a donc tenté de bâtir une quatrième voie : celle qui consisterait à « acheter » par quelques mesures fiscales le droit de faire de l'austérité.

Cette stratégie était à mi-chemin entre le compromis interne au capital et le compromis entre une faction du capital, ici le capital financier, et le monde du travail. Les hausses d'impôts touchant l'outil productif étaient réduites, mais permettaient de justifier de baisses notables de dépenses publiques. Il s'agissait de pouvoir construire une majorité politique en faveur de l'austérité. Le projet de loi de finances pour 2025 est le produit de cette tentative.

Mais c'était là sous-estimer l'état réel du capitalisme français. Comme on l'a dit, dans un jeu à somme nulle, le compromis est impossible. Les oppositions ne pouvaient accepter l'austérité contre des hausses d'impôts temporaires et qui préservait l'essentiel des gains réalisés par le capital depuis 2017. Mais, de son côté, le capital ne pouvait accepter aucune concession, compte tenu, on l'a vu, de sa situation.

Depuis deux mois, le Medef ne cesse de pousser des cris d'orfraie concernant les quelques hausses d'impôts envisagées, tandis que le capital financier fait pression, par le biais du marché des taux, pour obtenir une réduction drastique du déficit. Politiquement, cela s'est traduit par la mauvaise humeur du camp macroniste et son peu d'enthousiasme à soutenir l'exécutif.

La construction du budget devenait alors un casse-tête impossible à résoudre : toute concession d'un côté entraînait un déséquilibre qui faisait perdre au gouvernement sa majorité ou la confiance des marchés. La chute annoncée de Michel Barnier vient donc sanctionner l'impossibilité de résoudre cette situation dans le cadre parlementaire et démocratique.

L'impossible issue démocratique

La conclusion à tirer de cette affaire est évidente. D'abord, dans la situation économique présente, le capital n'est prêt à accepter aucune concession avec le monde du travail et l'État social. Sa demande est celle d'une austérité violente seule capable de maintenir le flux d'argent de l'État vers le capital productif en préservant les intérêts du capital financier.

Ensuite, il n'existe aucune majorité politique en faveur d'une telle politique dans le contexte actuel. Ce point est important : aucun parti d'opposition n'a intérêt à préserver la présence d'un Michel Barnier à Matignon au prix d'une perte de crédibilité avant la future élection présidentielle. Cela n'a rien à voir avec les futures politiques qui seront menées. Que le RN (ou une partie du centre-gauche) soit prêt à mener la politique demandée par le capital ne fait aucun doute. Mais l'enjeu pour ce dernier est de conserver ses chances de parvenir au pouvoir. Or, soutenir une telle politique d'austérité avant l'élection présidentielle serait suicidaire.

Du point de vue du capital, les choses deviennent fort claires. Puisque l'austérité sociale est la seule option acceptable pour lui et que la société n'en veut pas, il faut l'imposer malgré la société. Autrement dit, la seule politique possible devient une politique autoritaire.

La crise politique française actuelle traduit ce fait : la démocratie et le parlementarisme deviennent des entraves pour le capitalisme français. Bien sûr, ce phénomène n'est pas nouveau, il est le produit d'un long processus où, durant les deux quinquennats d'Emmanuel

Macron, l'autoritarisme au service du capital n'a cessé de croître. Mais en cette fin d'année 2024, plus aucun doute n'est permis.

Il y a alors deux issues possibles. Soit une suspension de fait des instances démocratiques comme cela a été le cas durant la crise de la dette de la zone euro dans plusieurs pays, entre 2010 et 2015. Dans ce cas, l'issue des élections est indifférente, la pression des marchés financiers conduit à un ralliement de fait des forces politiques autour de la politique désirée par le capital. Un gouvernement technique ou un gouvernement d'unité nationale peut assumer une telle option. Mais la gauche peut aussi jouer ce rôle si besoin comme en Grèce en 2015 ou au Sri Lanka aujourd'hui.

À lire aussi

[Les démocraties libérales en eaux troubles](#)

17 novembre 2024

[Discrédité depuis des années, le discours austéritaire revient en force](#)

2 octobre 2024

La deuxième option est celle de l'extrême droite. Dans ce cas, l'austérité est dissimulée derrière une politique de répression à l'égard des minorités. Dans le contexte de « jeu à somme nulle » actuel, une partie du monde du travail peut alors se rallier à l'option voulue par le capital pour le seul avantage de voir une partie de la société être plus mal traitée que lui.

Le contexte culturel et politique actuel fait de cette option une possibilité pour la France à laquelle une partie du capital peut se rallier. Rappelons que, lors de la campagne des législatives au mois de juin, le président du RN, Jordan Bardella, avait préparé le terrain avec son « audit des finances publiques » préalable à toute politique d'austérité sévère qu'il feint de rejeter aujourd'hui.

Le contexte français n'est pas isolé. Il confirme que la situation actuelle met fin à l'illusion que capitalisme et démocratie sont indissociables. Bien au contraire, l'enjeu désormais est de prendre conscience de l'impasse où mènent les intérêts du capital pour saisir que la défense de l'État de droit et des libertés passe par une lutte envisageant une transformation économique et sociale profonde.

[Romaric Godin](#)